

De l'opinion publique à l'imaginaire social

Pierre Laborie

Abstract

From public opinion to the social imaginary, Pierre Laborie.

A historic approach to public opinion has always been considered a wager. Although a difficult field of investigation and demonstration, it does represent a new historical object, which requires specific methods, precise theoretical tools and rigorous attention. There are many and very diverse sources which finally permit an analysis of the imaginary elements in contemporary societies.

Citer ce document / Cite this document :

Laborie Pierre. De l'opinion publique à l'imaginaire social. In: Vingtième Siècle, revue d'histoire, n°18, avril-juin 1988. Dossier : Sur la France des années trente. pp. 101-117;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.1988.4857>

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1988_num_18_1_4857

Fichier pdf généré le 21/12/2018

ENJEUX

DE L'OPINION PUBLIQUE À L'IMAGINAIRE SOCIAL

Pierre Laborie

Arlésienne ou fantasma, mirage intellectuel ou réalité tangible, l'opinion publique a-t-elle une histoire? Oui, nous répond avec force Pierre Laborie, qui s'en fait ici l'avocat. Mais cet objet d'investigation neuf, en apparence insaisissable, requiert des méthodes spécifiques, une indispensable rigueur sémantique et une indéniable créativité. S'il sait se dégager des poncifs et d'une trop grande rigidité intellectuelle, alors l'historien pourra déboucher sur une véritable analyse de l'imaginaire contemporain. Un continent tout aussi vaste que l'imaginaire médiéval de l'école des « Annales ».

A objet incertain, analyse incertaine. Plus suggérée qu'explicitée, l'idée sous-tend les réserves communément associées au caractère inconsistant d'une opinion publique dont l'étude serait, ainsi, condamnée à la fragilité. Sans contester la nécessité et l'intérêt de travaux sur l'opinion, le discours ordinaire des historiens reflète ces réticences. S'il les exprime avec une retenue où l'on devine plus de perplexité que de suspicion, c'est toutefois le même scepticisme qui transparait, la même crainte de ne trouver dans l'histoire de l'opinion rien d'autre « qu'une opinion sur l'opinion »¹.

1. J. Ozouf, « Mesure et démesure, l'étude de l'opinion », *Annales. Economies. Sociétés. Civilisations*, mars-avril 1966, p. 324-345.

La circonspection ambiante peut découler d'inquiétudes justifiées par l'étendue des difficultés mais elle résulte, le plus souvent, d'une position fondamentalement critique. Pourtant, en dépit d'une solidité incontestable, celle-ci reste surtout théorique et paraît souvent démentie par les faits, quand les historiens se trouvent réellement confrontés à la prise en compte des problèmes d'opinion. L'observation des pratiques les plus courantes révèle plusieurs contradictions et toutes sortes d'accommodements avec les principes, autant de signes caractéristiques d'une ambiguïté qui semble indissociable de toute forme d'investigation dans le domaine mouvant des attitudes collectives.

Des contradictions qui tiennent d'abord à une appréhension généralement confuse de l'idée même d'opinion publique : tout un pan de la production historique n'est pas vraiment dégagé de la conception banale qui place la connaissance de l'opinion dans les acquis du sens commun et entretient des approximations inévitables sur le contenu du concept.

Contradictions ensuite dans la façon dont la notion est utilisée et exploitée. C'est un procédé répandu et abusif que de tirer argument du comportement prétendu de l'opinion. Les historiens répugnent à de telles facilités mais il leur arrive, alors même qu'ils émettent des doutes sur la matérialité du phénomène et sur la possibilité d'accéder à

la mesure de son influence, de faire largement allusion, dans leurs interprétations, à son existence de fait et à son rôle. Contradictions aussi entre ce que l'on sait réellement de l'opinion et ce que l'on en dit ou lui fait dire. La fréquence des références à un état supposé de l'opinion contraste avec la discrétion des références aux travaux effectués sur cette même opinion¹. Le fait que des jugements définitifs sur les attitudes collectives aient fourni à l'histoire – et continuent à le faire – une quantité appréciable de ses poncifs, parmi les plus affligeants, ne doit vraisemblablement rien au hasard.

Ces simples observations sur la précarité du savoir relatif à l'opinion comme sur ses perceptions floues et ses modes d'emploi élastiques situent assez bien les contours indécis des problèmes épistémologiques posés par le rapport histoire-opinion. Elles donnent par là même un premier aperçu de leur complexité. Aborder l'étude de l'opinion, c'est effectivement découvrir, derrière les apparences trompeuses d'une réalité familière, un terrain instable, des repères fuyants, des reflets incertains. Autant d'obstacles et d'anicroches qui pourraient expliquer la part excessivement mesurée des travaux sur le sujet et, à de rares exceptions près, leur portée confidentielle. Pierre Renouvin avait voulu concilier lucidité et encouragement en soulignant à la fois les difficultés extrêmes et l'extrême intérêt des études d'opinion. A l'usage, on peut être amené à découvrir que les plateaux de la balance ne sont pas exactement équilibrés ; d'où, peut-être, un enthousiasme relatif dans les vocations...

En effet, la réalité des difficultés ne fait aucun doute et doit être rattachée à une constatation d'évidence : l'élaboration d'une histoire de l'opinion est exagérément dépendante de la nature fuyante de son objet. Discours et méthode y sont étroitement

imbriqués, imposant la nécessité de mener de front une réflexion à plusieurs niveaux, où l'historien est renvoyé en permanence à des interrogations sur les fondements, les outils et les finalités de sa propre démarche. L'objectivation ou les exigences de la théorisation sont des exercices intellectuellement stimulants, mais ils peuvent se révéler épuisants quand les résultats restent aléatoires. Tenter de saisir l'insaisissable, reconstituer de manière détournée une réalité qui se dérobe à l'analyse, c'est avoir souvent l'impression décourageante d'être renvoyé pour la énième fois à la case départ ou, au mieux, à ses environs immédiats. Cette progression embarrassée et son rythme incertain créent en partie le malaise particulier de l'historien de l'opinion, privé de certitudes rassurantes, inlassablement confronté à des questions de méthode toujours présentes et toujours re-posées, envahissantes, prêtes à investir la totalité du champ de recherche jusqu'à l'absorber et se confondre avec lui. Avec, dans ce cas, le risque d'un discours logomachique autour d'une histoire de l'opinion devenue thème de spéculation, détournée vers un statut équivoque d'entité au détriment d'une volonté concrète de mise en œuvre.

Faut-il alors se résigner à une fausse alternative et choisir entre la mauvaise conscience des constructions approximatives ou l'abandon de territoire aux seuls arpenteurs et à leurs instruments de mesure ? Il y a évidemment d'autres options à condition d'accepter, avec réalisme mais sans exagération, la situation inconfortable et les lacunes de l'historien face à la connaissance des phénomènes d'opinion, *hic et nunc*. Admettre, sans préjuger des avancements ultérieurs ou sans chercher à tirer frileusement un verrou sur des positions de repli, que de sérieux obstacles tiennent à la nature profonde de l'opinion et demeurent par là, au moins pour l'historien, partiellement irréductibles. Un simple préalable de bon sens qui permettrait d'éviter ces justifications incessantes qui caractérisent – pour ne pas parler de caricature – le propos et le che-

1. Un bon exemple est celui des références incessantes aux attitudes présumées des Français pendant les années noires et la rareté des études effectuées sur le sujet.

minement hésitant du chercheur¹. Ces limites reconnues et posées, il serait malencontreux de prétendre écartier l'impasse des pures spéculations ou du formalisme et de son rituel d'explications répétitives pour tomber dans un piège encore plus désastreux, celui d'un recul sur le fond. Régression à coup sûr mortelle. Aussi, plutôt que de chercher à maintenir l'équilibre instable d'un moyen terme peu satisfaisant, il semble plus efficace de changer de perspective et de choisir avec discernement le terrain d'exercice. L'historien de l'opinion doit, en priorité, déterminer son propre champ de recherche, affirmer sa spécificité face aux objectifs de la politologie, de la sociologie, de la psychologie sociale et des diverses sciences de la communication. Une démarcation qui soit s'effectuer, cela va sans dire, sans se couper de ces apports extérieurs².

Cette orientation situe les intentions du propos avec le souci d'éviter les risques d'enlèvement dans la nébuleuse de l'opinion et le choix, pour plus de cohésion, d'en rester strictement à une problématique d'historien. Avant tout conçu dans un esprit de contribution, nécessairement sélectif, cet essai de synthèse comporte toutes les limites et insuffisances du genre. La volonté d'éviter les dérives d'un excès d'abstraction ne remet en cause, cela a déjà été souligné, ni le bien-fondé, ni la nécessité de considérations épistémologiques. Soyons là-dessus tout à fait clair : impossible d'entreprendre une étude d'opinion sans un travail préalable de théorisation sur le contenu du concept et la sélection de procédures d'analyses pertinentes. Réflexion inévitable mais complexe, réflexion dont on comprendra aisément que les multiples développements ne puissent pas

tous être abordés ici. Sur les trois seules questions retenues, celles de la nature de l'opinion, de sa connaissance et des problèmes de méthode, il a quand même fallu aller au plus court pour tenter d'établir, par un simple rappel de données essentielles, un état des lieux provisoire. Un bref détour, mais indispensable, pour une première exploration du territoire de l'historien.

○ UNE NOTION COMPLEXE À EXPLORER

Une fois écartées les approximations particulièrement floues du sens commun, l'approche immédiate de la notion d'opinion bute sur son aspect le plus spectaculaire, à la surface sensible de l'écorce. Les descriptions extérieures du phénomène rendent compte avec insistance de son irrationalité et de la puissance de sa charge affective à travers quelques indications primordiales : confusion, fragilité, matérialité douteuse. Ce sont toujours les mêmes qualificatifs qui reviennent pour souligner les contours fuyants d'une image trouble ; l'opinion est dite insaisissable, inconstante, fugace, versatile, ambiguë, inconséquente, incohérente, amnésique...

Plus que l'observation des apparences, la recherche de données spécifiques moins évidentes amène un début de rigueur dans l'appréhension du concept. L'opinion publique est un phénomène collectif, reflet et affirmation d'une position dominante à l'intérieur d'un groupe social. Elle doit, comme telle, être nettement différenciée de l'expression conflictuelle de divers courants minoritaires, sans que l'on puisse cependant méconnaître l'interaction de leurs effets : ils pèsent sur l'évolution de l'opinion commune et l'un d'entre eux peut porter en germe une attitude potentiellement majoritaire. Ainsi entendue, cette « opinion du plus grand nombre » existe par elle-même, de manière autonome, sans que cela implique toutefois de sa part la conscience de sa propre existence. Cela signifie seulement que cette existence forme un tout non réductible à la

1. Les justifications qui accompagnent rituellement le discours de l'historien de l'opinion tentent de répondre à des arguments qui lui sont perpétuellement opposés mais semblent traduire aussi sa mauvaise conscience. Doit-il à chaque occasion s'expliquer sur l'existence d'un phénomène dont la psychologie sociale a établi qu'il était une construction vérifiable ?

2. Voir, sur ce point, les réflexions de Louis Chevalier, « L'histoire et les données psycho-sociales », dans *Science et théorie de l'opinion publique, hommage à Jean Stoetzel*, Paris, Retz, 1981.

simple arithmétique d'une somme d'avis particuliers. Dans un même ordre d'idées, l'instabilité, l'adaptation incessante à la conjoncture, donnent à l'opinion une plasticité qui accentue sa particularité et relativise la fiabilité des mises en équation ponctuelles¹. Enfin, autre composante de sa spécificité, l'opinion construit sa réalité sur le sentiment de sa communauté. Chaque individu y trouve la possibilité de se reconnaître comme élément d'une solidarité de pensée, avec la conviction rassurante que le point de vue exprimé est partagé par la plus grande partie du groupe et en harmonie avec l'identité de ce même groupe.

Ces rapides considérations sur la complexion sociale de l'opinion, son rôle comme facteur de cohésion et d'intégration, le besoin de repères par référence à l'image du groupe, conduisent logiquement à des interrogations sur les formes d'expression de l'opinion et sur leur signification. D'où un premier élargissement de la réflexion qui montre, par ailleurs, l'étroite imbrication entre questions de fond et de forme².

On sait que l'opinion échappe à l'observation directe, idée maintes fois illustrée par des formules d'un bonheur inégal³. « Pure abstraction plaquée sur la complexité du réel »⁴, elle ne peut être appréhendée qu'à travers le prisme de son reflet ou les déformations de son ombre portée : « De tous les secteurs de l'histoire, c'est l'un de ceux

où il est le plus difficile de savoir »⁵. De multiples observations confirment que les manifestations visibles de l'opinion ne témoignent ni fidèlement, ni logiquement des attitudes réelles ou qu'elles ne les traduisent, dans le meilleur des cas, que de façon partielle. Il faut donc avant tout éviter la confusion répandue entre opinion et expression apparente de cette même opinion, mais cette précaution n'est pas suffisante. En effet, la matérialité du phénomène se révèle, à l'usage, totalement indépendante de son mode d'expression. En d'autres termes, l'absence de réactions observables ne signifie en aucun cas absence d'opinion publique. Celle-ci ne lie pas son existence à la production de signes explicites. Les silences, le non-dit, l'inertie, l'attentisme, tout un ensemble de latences ou de sensibilités intériorisées constituent en fait, pour l'historien, autant de révélateurs chargés de signification et, à vrai dire, non des moindres. C'est l'occasion de souligner à quel point la passivité est inhérente aux tendances profondes d'une opinion dont on sait qu'elle ne pose pas elle-même les problèmes mais leur sert de chambre d'écho et/ou d'amplificateur. Sans ressembler tout à fait à cette communauté d'indifférence parfois décriée, il est indéniable qu'elle participe plus de stimulus et du rite que de l'engagement⁶. Il y a dans cette inclination naturelle à l'apathie une sorte de loi de la plus forte pente, qui pèse lourdement sur l'évolution des comportements collectifs. Une réalité que l'historien se doit de ne jamais sous-estimer dans ses analyses⁷.

○ UN SAVOIR FRAGILE À ÉTAYER

Indubitablement, c'est dans la connaissance propre du phénomène d'opinion qu'il y a, pour l'histoire, le plus à apprendre. L'état du savoir sur la construction, le fonc-

1. A propos du vaste débat sur les sondages et la mesure de l'opinion, on pourra se référer à J. Ozouf, « L'opinion publique, apologie pour les sondages », dans *Faire de l'Histoire. Nouveaux objets*, Paris, Gallimard, 1974, aux points de vue de H. Blumer et de P. Bourdieu dans J. Padioleau, *L'opinion publique, examen critique, nouvelles directions*, Paris, Mouton-Ecole des hautes études en sciences sociales, 1981, ou encore à Raymond Aron, « Les sondages d'opinion et la politique », dans *Science et théorie de l'opinion publique, op. cit.*, ainsi qu'au numéro 33 de *Pouvoirs*, 1985. Deux brèves remarques : les sondages, comme la presse, ne donnent pas à l'historien une lecture de l'opinion mais constituent un instrument privilégié de cette lecture, une source et un objet d'analyse ; même en l'absence de sondages, une histoire de l'opinion reste possible.

2. Séparées pour la seule commodité du propos.

3. Arlésienne de l'histoire, sable qui file entre les doigts, fantôme de l'historien, mirage du même...

4. Jean-Noël Jeanneney, « L'opinion et la grande guerre », *L'Histoire*, 39, novembre 1981.

5. Jean-Jacques Becker, 1914. *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

6. Cf. J. Baudrillard, *A l'ombre des majorités silencieuses*, Paris, Denoël, 1982 (coll. « Médiations »).

7. A propos, par exemple, de la signification réelle des attitudes attentistes qui se précisent dès 1941 dans la zone libre.

tionnement et le statut social de l'opinion n'est encore qu'un assemblage hétérogène d'indications fragmentaires où les interrogations dominent. En faire l'inventaire n'offrirait qu'un intérêt mineur, la majorité des problèmes alimentant, de longue date, un débat devenu conventionnel et parfois bloqué par des enjeux idéologiques. Il en est ainsi, par exemple, des controverses sur l'idée d'opinion dominante : réalité tangible, expression significative, facteur d'explication pertinent pour les uns mais pure fiction, construction fantasmatique, prétexte à la pénétration insidieuse de l'idéologie du pouvoir d'Etat et des forces dirigeantes, pour d'autres. Mêmes positions arrêtées sur l'existence et le poids d'un éventuel déterminisme entre milieu et opinion ou, plus généralement, sur le champ du conditionnement social de l'opinion publique¹. D'autres divergences enfin, pour ce qui a trait au statut et au rôle de l'opinion : actrice, spectatrice, force autonome ou terrain favorable à toutes les manipulations, consensus réel ou artificiellement créé pour masquer les antagonismes sociaux ? Ce court échantillon aura suffi à rappeler qu'à défaut de certitudes les spéculations sur la connaissance de l'opinion constituent un domaine privilégié d'implications.

Dans ces conditions, et plutôt que d'entrer dans un jeu dont le profit ne paraît pas immédiat à l'historien, il a paru plus judicieux de s'en tenir à des perspectives moins ambitieuses. Encore faut-il préciser, pour éviter tout malentendu, que l'aggravation du degré des difficultés n'en change pas la nature. En matière d'opinion, la part du savoir qui revient aux impressions, à l'interprétation ou aux appréciations qualitatives reste dans tous les cas considérable et, de fait, inévitablement suspecte.

Il est tout de même possible de commen-

cer par une affirmation même si, malgré son évidence, elle n'arrive que lentement à s'imposer dans les faits. L'opinion publique ne peut et ne doit pas être confondue avec le discours de la presse, pas plus qu'elle ne peut et ne doit être ramenée aux déclarations de personnalités assurant s'identifier à l'opinion générale pour mieux souligner leur propre image consensuelle. Cette assertion ne mésestime ni le rôle des médias, ni le charisme ou la puissance de conviction d'individualités d'exception dans la construction de l'opinion, mais elle distingue clairement leur influence du phénomène sur lequel elle s'exerce. De la même façon, il ne peut y avoir identification de l'opinion à l'expression organisée des divers partis, syndicats et associations qui ne cessent d'y faire référence et ont assurément vocation à être ses supports et ses relais.

En second lieu, malgré la commodité d'usage du sens commun qui porte à l'appréciation comme un état – tel jugement d'ensemble sur telle question –, l'opinion n'est ni figée ni immuable. Pour l'historien, il est au contraire essentiel de la considérer avant tout comme une donnée fluide dont l'évolution est constante. Les analyses faites à partir d'une vision statique, appuyées par exemple sur une mise à plat des composantes et sur le seul examen de leurs rapports de force, sont forcément réductrices et risquent de conduire à des bévues. L'histoire ne peut pas s'en accommoder. L'opinion, soumise à des sollicitations incessantes, traversée par les dynamiques de l'air du temps, travaillée par la poussée de logiques internes, ne doit pas être dissociée de sa propre évolution. Elle est la résultante fuyante de croisements d'influences d'origines diverses, elles-mêmes situées aux diverses strates de la durée. Son mouvement désordonné n'est pas la traduction directe de réactions épidermiques ; ses attitudes successives découlent du jeu complexe entre des tendances profondes, des clivages hérités d'habitudes de pensée, un nombre variable de facteurs exogènes plus fluctuants auxquels viennent s'ajouter ces

1. Conditionnement qui renvoie « non seulement aux rapports sociaux mais aussi au contexte économique et culturel » comme le rappelle Denis Peschanski, dans *Vichy 1940-1944, Archives de guerre d'Angelo Tasca*, Paris, Milan, Editions du CNRS, Feltrinelli, 1986.

manifestations de surface qui « collent à l'événement » et anticipent même, parfois, sur son déclenchement. Pour étudier ces relations entre agents de résistance et incitateurs au changement, ces interactions qui commandent la compréhension des mécanismes de l'opinion, l'historien ne peut se situer que dans la longue perspective des comparaisons dans le temps. C'est l'analyse attentive d'une évolution qui se révèle ni uniforme, ni linéaire, inégalement perceptible, rythmée par une succession discontinue de ruptures, de paliers de stabilité ou de phases de régression, qui permet d'entrevoir quelques-unes des connexions de cet enchevêtrement où les phénomènes d'opinion puisent une bonne part de leur complexité et un peu de leur mystère.

L'insistance mise ici à souligner aussi bien la plasticité de l'opinion que l'importance d'une mise en perspective pourrait être jugée comme contradictoire avec les observations sur la stabilité et la passivité, avancées par ailleurs. L'opinion est effectivement l'une et l'autre à la fois, mais ce manque de cohérence caractéristique provient également de l'écart entre les attitudes et les comportements¹. Tout un ensemble de signes convergents peut confirmer l'existence d'une majorité d'idées à l'égard d'un problème sans qu'elle se concrétise pour autant sous la forme d'un comportement effectif dans une situation précise. Il peut ainsi y avoir, il y a le plus souvent, discordance entre ce que l'opinion ressent, ce qu'elle exprime et ce qu'elle fait, entre l'état d'esprit, les différents niveaux d'expression de son intention et le passage à l'acte. On doit ajouter que la distorsion risque d'être encore plus marquée lorsque l'opinion exprime ses choix à un moment où elle ne se sent pas directement concernée par les enjeux des questions soulevées².

D'où l'intérêt, pour l'historien, de repérer les freins ou les révélateurs qui, selon les cas, empêchent ou facilitent le passage de la conscience à la prise de conscience. Cette première élucidation contribuera à expliquer pourquoi il y a eu ou non prolongement des attitudes dans des comportements manifestes.

Aux fluctuations dans le temps vient s'ajouter le problème de la multiplicité des lieux d'opinion, qui touche à la fois à l'identité et au mode de fonctionnement du phénomène. Il y a incontestablement de la singularité à parler au singulier d'une opinion qui révèle en fait, selon l'expression de J. Ozouf, « un tel grouillement d'opinions particulières »³. On peut ainsi opposer la construction artificielle d'une opinion à la réalité d'une pluralité d'opinions répandues au sein d'une population socialement contrastée et idéologiquement divisée. C'est ce que René Rémond a voulu souligner : « Il n'y a pas à proprement parler une opinion française et c'est seulement par convention qu'on use du singulier. Dans la réalité on a affaire à une multiplicité d'opinions, aussi nombreuses que le sont les régions, les professions, les écoles de pensée, les familles d'esprit »⁴. L'existence d'opinions multiples exprimant des sensibilités particulières n'est évidemment pas contestable. Encore faut-il s'entendre sur les conclusions à en tirer. Présenter l'opposition entre unicité et multiplicité comme une contradiction fondamentale qui conduit à récuser la réalité d'une opinion commune relève d'une démarche discutable. Il n'y a, selon moi, aucun paradoxe à soutenir que les deux notions existent en toute complémentarité. Divers arguments me semblent aller dans ce sens.

Tout d'abord, l'idée d'opinion comme

1. Voir A.E. Liska, « La controverse attitudes-conduite », dans *L'opinion publique, examen critique...*, *op. cit.* ; L. Roussel, « Psychologie sociale et démographie », dans *Science et théorie de l'opinion publique*, *op. cit.*

2. Les jugements sur « les problèmes de société » offrent une longue liste d'exemples. Les effets de cette distorsion peuvent s'exercer de manière plus subtile comme dans les

relations euphoriques ou/et conflictuelles entre maquis et population de 1943 et 1944. Cf. P. Laborie, « Les maquis dans la population », *Colloque sur les maquis*, Paris, Ecole militaire, 1984, IHCC, 1985.

3. J. Ozouf, « L'opinion publique, apologie pour les sondages », *cit.*

4. Préface de R. Rémond à l'ouvrage de J.-J. Becker, 1914. *Comment les Français...*, *op. cit.*

reflet de l'état d'esprit d'un groupe, ou, plus généralement, les relations entre milieu et opinion, suggèrent des jugements nuancés. On pourrait facilement reprendre à ce niveau de subdivision le même type de raisonnement que celui appliqué à l'échelle d'une population entière et en venir à contester la réalité d'une opinion commune au monde rural, au milieu médical, à la classe ouvrière, etc. On ne peut pas sérieusement s'appuyer sur un déterminisme mécanique entre l'opinion exprimée et l'appartenance à un milieu (notion vague qui resterait à définir) ou à un groupe social, aussi structuré soit-il. Mais surtout, comme R. Rémond le fait encore remarquer, aucun de ces « milieux » n'étant vraiment homogène, on a les plus fortes chances d'y retrouver, avec certes des variations, une sectorisation reproduisant les courants de l'opinion générale¹. On pourrait ainsi reculer jusqu'au stade de l'inconscient individuel...

D'autre part, et ce point a été largement souligné, les opinions, même canalisées par les clivages idéologiques, ne sont pas figées. Le temps engendre le mouvement et c'est le mouvement qui, pour une grande part, crée l'opinion publique. Cette construction se fait parallèlement à la présence d'opinions distinctes, par emprunts, contradictoirement ou, selon un processus propre, de manière plus autonome. Deux grands schémas se dégagent grossièrement : soit quand un des courants fait tache d'huile et parvient à s'imposer comme un modèle dominant pour l'ensemble, soit par l'émergence d'un consensus empruntant aux uns et aux autres, sans s'identifier à aucun d'eux en particulier. Il semblerait que les courants habituels et relativement stables, avec domination de l'un d'entre eux pour une durée variable, constituent, dans l'univers mental d'une société, le paysage d'une situation ordinaire. Ils tiennent alors essentiellement un rôle de référence, représentent des lieux de refuge

objectivement favorables à la passivité, mais résistent mal aux tensions d'une conjoncture exceptionnelle. En période de crise ou en réaction à des situations conflictuelles, la formation d'une communauté d'opinion peut transcender les clivages et se développer en dehors des lignes de partage conventionnelles, produire même, non sans confusion, son propre système de valeurs. Plus que l'expression d'un courant majoritaire, avec ce qu'il implique d'homogénéité minimale, l'opinion publique prend alors la forme d'un phénomène d'opinion avec une part d'imprévu et une sorte d'accélération du temps, une forte poussée de fièvre à tendance unanimiste en réponse à une initiative ou à une alternative, une réaction spectaculaire mais souvent précaire. L'Union sacrée, le maréchalisme des débuts de l'été 1940, le rassurant et vaste rassemblement des premiers mois de la Libération autour du général de Gaulle, le consensus mendésiste de l'été 1954 pourraient, entre autres exemples, entrer dans ce modèle.

Dans tous les cas de figure, le processus de formation de l'opinion sollicite directement l'historien. A travers la mise à jour et l'étude de ses mécanismes de construction, il retrouve le jeu des influences diverses, qui découle de la multiplicité des attitudes. Ainsi observée dans une perspective dynamique et bien loin d'être occultée ou négligée, la pluralité constitue au contraire un des principaux objets d'analyse dans l'appréhension du système d'opinion dominant.

○ UNE MÉTHODE À CONSTRUIRE

Indépendamment du niveau d'approfondissement, une idée simple ressort de tout essai de réflexion : considérer l'opinion, comme objet d'histoire, c'est poser en permanence la question du comment et constater les difficultés à la résoudre. Comment parvenir à reconstituer l'état de l'opinion à une période donnée, comment appréhender sa réalité, prendre sa mesure, discerner les signes de son évolution, évaluer son rôle,

1. Cf. les comportements électoraux dans les consultations professionnelles.

percevoir ses effets, juger de leur portée ? Chaque interrogation renvoie à des problèmes de méthode omniprésents. Regroupés ici par souci de clarté, ils sont, en fait, étroitement dépendants des types de contenus abordés.

L'étude de l'opinion requiert des modes d'investigation spécifiques qui, pour beaucoup, restent à inventer. Il s'agit d'ailleurs moins d'un problème technique que d'une orientation d'esprit. Une accommodation s'impose face à un paysage dont les formes détonnent dans le territoire traditionnel de l'historien. L'impossibilité d'avoir un accès direct à la connaissance du phénomène étudié et l'obligation d'en saisir le contenu latent – lui-même réduit parfois au non-exprimé – imposent la pratique courante de ce qu'il est convenu d'appeler une deuxième lecture. L'inconsistance de l'objet commande le travail d'analyse qui porte en priorité sur les différents médiateurs de l'opinion et sur les codes de son expression. Navigation difficile où la confusion des fonctions n'est pas toujours évitée. Pour l'historien, le principal danger est de n'apparaître que comme un médiateur de plus, sans jamais être assuré d'échapper aux équivoques nées de l'ambiguïté de son statut. D'où un certain nombre d'exigences à respecter.

La rigueur critique va de soi et elle doit s'appuyer ici sur une application stricte des règles de méthode, y compris les plus élémentaires. S'imposer, par exemple, d'utiliser le vocabulaire approprié et s'efforcer de manier les concepts avec discernement ne serait-ce que pour éviter d'ajouter au désordre et d'aggraver le penchant naturel à l'approximation. Exercer aussi une vigilance particulière à l'égard de deux erreurs toujours graves mais ici inexcusables : l'anachronisme mental et l'interprétation téléologique. Celle-ci, qui représente certainement la tentation la plus insidieuse dans les reconstitutions de l'état de l'opinion, risque de conduire aux bévues les plus lourdes. Point de méthode d'autant plus délicat qu'il s'avère par ailleurs indispensable de prendre en considération,

sous une certaine forme, le poids de la postériorité. Aux effets de mémoire qui pèsent sur les faits d'opinion (aisément repérables dans les sources orales mais présents partout) vient s'ajouter l'effet d'anticipation qui intervient dans la formation de toute représentation sociale. Si le refus de jugements énoncés à partir d'une situation en aval constitue la règle intangible, l'introduction du futur – futur né d'un imaginaire conçu dans le présent et renvoyé vers ce même présent – est nécessaire à la compréhension des sensibilités collectives. La fragilité des moyens permettant à l'historien de replonger dans le passé de ces utopies successives et les interférences entre les durées ne facilitent pas les choses, mais la capacité à débrouiller cet enchevêtrement conditionne l'élucidation des phénomènes d'opinion¹. Elle permet aussi de mieux mesurer leur portée, comme le montrent ces deux exemples simples empruntés aux années 1930.

L'échec du Front populaire est également celui d'une bataille perdue dans l'opinion, constat impitoyablement sanctionné par le Sénat le 22 juin 1937. Aux explications habituelles (déceptions devant l'incapacité à résoudre la crise, insatisfactions contradictoires de la politique sociale...), il faut ajouter la pression grandissante des fortes inquiétudes qui pénètrent de larges secteurs de l'opinion. Serge Berstein a montré le rôle déterminant des classes moyennes dans l'extension de ce processus de désaffection². Ces représentations hostiles, nourries de toutes les peurs accumulées et encouragées par un discours politique d'opposition repris jusque chez les radicaux, mêlent non seu-

1. Ces croisements de perspective peuvent être observés dans l'étude des attitudes de l'opinion à l'égard des maquis, dans les réactions collectives face à l'Épuration et aux enjeux de pouvoir à la Libération. Cf. P. Laborie, « La libération de Toulouse vue par le pouvoir central, représentations mentales et enjeux de pouvoir », dans *La Libération dans le Midi de la France*, Toulouse, UTM/Eché, 1986.

2. S. Berstein, « Le Parti radical-socialiste, de la défense du peuple à celle des classes moyennes », dans *L'univers politique des classes moyennes*, sous la direction de G. Lavau, G. Grunberg, N. Mayer, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1983.

lement les réactions immédiates et les leçons du passé, mais aussi des projections fantasmatiques de l'avenir. Vision prospective qui conjugue, entre autres, l'anticommunisme – ici le mythe du complot – avec la perception des fureurs de la guerre civile en Espagne, les deux éléments fonctionnant chacun comme la preuve de l'autre¹. Dans la logique de pensée qui commande alors le fonctionnement de l'opinion, le sort de l'Espagne n'est que la préfiguration de celui réservé à la France du Front populaire avec la complicité objective de Léon Blum, fourrier du bolchevisme. C'est avec la certitude et la crainte de lire leur avenir dans le miroir espagnol qu'une majorité de Français interprètent le présent et évoluent dans leurs jugements.

On peut observer une autre forme de l'effet d'anticipation dans le problème de la conscience du danger extérieur. Les premiers sondages de l'IFOP, tardivement exploités, sont venus justement nuancer le cliché d'une France approuvant massivement les accords de Munich, à l'image du vote de ses représentants à la Chambre des députés². On a cependant parfois voulu aller un peu vite dans l'exégèse. Sous peine de nouvelle simplification, la détermination qui semble s'exprimer en octobre 1938 – 70 % des personnes interrogées se déclarent disposées à résister à toute nouvelle exigence de l'Allemagne – doit être analysée en tenant compte de l'idée que les Français se font du temps à venir. Les mêmes sondages nous permettent d'en deviner la tendance : l'éventualité d'un affrontement est jugé peu probable et cette perception du futur proche indique clairement la nécessité de tempérer la signification réelle des attitudes de fermeté exprimées. En février 1939, cinq mois après la crise, une majorité de 57 % est toujours confiante dans l'avenir de la paix. Au mois d'avril, malgré les invasions de la Bohême-Moravie et de

l'Albanie, 47 % de l'échantillon restent toujours persuadés qu'il n'y aura pas de guerre « cette année ou l'an prochain ». Il faudra attendre juillet 1939 pour que 45 % des Français consultés (contre 34 % et 21 % d'indécis) estiment cette fois que le pays n'échappera pas à un conflit³.

Pour revenir aux problèmes de méthode et aux pièges qui s'y dissimulent, la tendance instinctive à identifier le rôle de l'opinion à certaines de ses manifestations apparentes peut favoriser des interprétations douteuses selon un mécanisme qui mérite attention. Le dérapage risque de se produire quand, pour pouvoir expliquer un événement par le comportement de l'opinion, on caractérise ce même comportement à partir de la description de l'événement dont il est supposé être un des moteurs. On peut en trouver un exemple dans le type de raisonnement qui consiste à justifier la politique d'apaisement à l'égard de l'Allemagne nazie par le pacifisme de l'opinion ou encore, selon le même procédé, à expliquer l'attentisme de la Drôle de guerre par l'apathie de l'opinion. Interprétations spontanées qui négligent de s'interroger sur les véritables fondements, les mécanismes de développement, les significations divergentes, voire l'exploitation ambiguë ou la manipulation de ce pacifisme et de cette inertie. Sans contester la réalité de ces attitudes et leur part d'influence, il n'est pas possible d'accepter que l'existence d'une caractéristique commune entre deux faits observés puisse suffire à établir une relation de causalité. C'est risquer de confondre, par des glissements successifs, une cause et certaines de ses conséquences. C'est attribuer, avec une quasi certitude dans le cas de la Drôle de guerre, une fonction d'agent à des effets induits par la dialectique d'un événement complexe.

Autre consigne de rigueur : s'appuyer sur une périodisation scrupuleuse. Le contexte

1. Cf. S. Berstein, J.-J. Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, tome 1, 1917-1940, Paris, O. Orban, 1987.

2. 535 voix en faveur des accords, 75 contre dont les 73 communistes.

3. Sondages. *Bulletin d'études et de recherches sur l'opinion publique*, 1, 2, 3, juin, juillet, août 1939.

dans lequel l'opinion se développe doit être situé avec précision, car l'examen de son processus de formation, comme celui de son évolution, montre l'importance des engrenages et des phénomènes de convergence par accumulation. Des éléments ponctuels et souvent peu spectaculaires y jouent un rôle déterminant. Les rythmes de l'opinion échappent à un strict découpage du temps mais, paradoxalement, leur histoire ne peut s'écrire que par référence à une chronologie fine. Il reste, une fois encore, à trouver un point d'équilibre entre deux exigences opposées, l'impertinence du retour au récit et la nécessité, pourtant, d'en passer par le pointillisme de ses enchaînements.

Complémentaire à cet ensemble d'exigences, la deuxième grande règle de conduite en matière de méthode implique une volonté d'ouverture et d'adaptation. Elle découle de l'impossibilité à exploiter seulement des données visibles et objectivement vérifiables. Les réactions et les messages explicites de l'opinion ne fournissent que des indications partielles quand l'historien se contente de les transcrire en clair. Il faut pouvoir aller au-delà des évidences – parfois contradictoires – pour faire émerger des connexions significatives dont la saisie ne peut pas être immédiate. A l'image de celui qui lui est destiné, le discours de l'opinion est un discours idéologique et, comme tel, un discours masqué. Privé de ses repères habituels, l'historien doit construire des outils mieux adaptés à une lecture plus souterraine des signes, à l'analyse la moins hasardeuse possible de l'implicite, à l'appréciation du non-dit, du silence. L'approche théorique de ces problèmes et la mise au point de procédures méthodiques passent par des emprunts indispensables soit à des orientations particulières de l'histoire sociale et culturelle (histoire des mentalités, ethnologie, psycho-histoire), soit à d'autres disciplines, et en particulier la linguistique. En raison de ses liens étroits avec l'opinion, l'importance toute particulière de l'étude du

langage¹ implique l'emploi de techniques de traitement inspirées des méthodes de l'analyse de contenu, de la socio-linguistique, de la lexicologie et de la sémiologie. Cette évolution prolonge les acquis antérieurs et il ne s'agit pas de jeter aux orties le commentaire fondé sur l'intuition légitime de l'historien ; il reste irremplaçable mais ne peut apporter en pareil cas qu'un éclairage restreint. Il laisse surtout en suspens une question essentielle : quelle peut être la signification réelle d'indicateurs d'attitudes retenus par l'historien pour reconstituer un état de l'opinion en fonction duquel ils ont été justement choisis ? Il y a là une source supplémentaire d'ambiguïté qui vient aggraver le risque – précédemment indiqué – d'une analyse faussée, puisque tout se passe comme si l'on supposait déjà résolu un problème dont on prétend rechercher, méthodiquement, la solution. Des procédures d'analyse complémentaires sont indispensables pour permettre une relecture « en creux », avec l'intention de faire surgir des articulations secondes qui laissent un peu mieux deviner l'arrière-plan de l'univers mental. Le cheminement de l'opinion n'est que rarement celui de la transparence. Les signaux émis sont dispersés à travers un immense champ allant de tous les niveaux du discours politique aux faits divers les plus quotidiens. Une fois débusquées, ces médiations forment la pâture de l'historien de l'opinion, comme autant de codes à élucider².

Quant au problème des sources, on comprend aisément qu'avec de telles perspectives il ne se pose pas en termes de quantité. Les lieux d'expression de l'opinion

1. A entendre dans le sens large d'expression multiforme d'un système de pensée, de toute synthèse significative, orale, écrite, visuelle... (cf. R. Barthes).

2. Sur ces questions, on peut citer R. Barthes, *L'aventure sémiologique*, Paris, Le Seuil, 1985 ; P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982 et *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987 ; A. Prost, *Les anciens combattants et la société française*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977 ; O. Reboul, *Langage et idéologie*, Paris, PUF, 1980 ; C. Hagège, *L'homme de paroles*, Paris, Fayard, 1985 ; Régine Robin, *Histoire et linguistique*, Paris, A. Colin, 1973.

sont multiples, y compris là où on ne les attend pas et les documents qui disent témoigner pour elle ne sont pas forcément les plus instructifs. Un rapide inventaire donnera une idée de leur volume : la presse à travers la diversité de ses publics, le débat politique, le discours associatif, les formes du rituel social (fêtes, manifestations, obsèques, démonstrations de toutes sortes), les archives publiques et tout spécialement celles des préfets, les rapports de police et de gendarmerie, les archives judiciaires et diplomatiques, les enquêtes par sondages ou non, écrites ou orales, les faits divers et autres indicateurs du permanent répétitif ou du dérèglement social, les petites annonces, le cinéma, l'iconographie, la chanson et la littérature populaires, la publicité, la correspondance et les journaux privés...

Ce trop-plein ne doit pas faire illusion. La multiplication des pistes ne rend pas cette entreprise aisée et, on s'en doute, un peu de sagacité ne nuit pas à sa mise en œuvre. En fait, et en dépit de possibilités apparemment considérables, il peut y avoir un problème de documentation en raison de la valeur très inégale des sources. Pour les périodes les plus proches, l'impossibilité de consulter des documents d'archives publiques soumis aux restrictions légales de communication risque de constituer un handicap insurmontable. L'expérience semble hélas prouver que, pour le dernier demi-siècle, les sources les moins accessibles sont généralement celles dont l'intérêt est le plus considérable¹.

Commenter les divers types de sources serait hors de propos. La seule et courte exception sera pour la presse, afin d'éviter un malentendu. Si, comme déjà dit, la presse n'est pas l'opinion publique (et si des revues de presse ne sont pas des histoires d'opinion), il n'en demeure pas moins qu'elle en constitue un de ses échos les plus perceptibles, un des lieux les plus commodes pour tenter

de la saisir. Cela suffit à en faire une source irremplaçable. A condition toutefois de s'interroger, selon le contexte, sur la signification changeante de ses fonctions et sur les moyens de son influence réelle². Dans une étude d'opinion, l'intérêt de la presse dépend avant tout de son mode de traitement. Il faut bien sûr la lire, mais plus encore l'interroger sans se limiter à l'utilisation habituelle des techniques quantitatives ; il faut la faire parler à nouveau ou autrement et, pour cela, ne plus voir en elle le fidèle support d'enregistrement des réactions d'une population mais un outil utile à leur analyse, un matériau conducteur d'opinion à examiner avec perspicacité. Soit, en bref, s'efforcer de la considérer davantage « comme objet que comme sujet »³.

On ne peut en finir avec ces questions sans rappeler que la volonté de progresser dans l'affinement des méthodes ne doit pas escamoter la réalité de contraintes initiales. Sous peine de bricolage, la solidité des études d'opinion dépend, d'abord, de la qualité des sources utilisées. Condition première qui commande la suite du parcours d'obstacles. Il reste à explorer une masse hétérogène d'informations disséminées et dissimulées, à trouver une juste articulation entre la dispersion d'une démesure inévitable et l'obligation d'en prendre la mesure pour ressouder les parcelles d'un savoir fuyant. De cette capacité à déceler la cohérence et à la reconstruire découle une grande part de la contribution que l'historien peut apporter à l'intelligence des phénomènes d'opinion.

○ UN TERRITOIRE À DÉLIMITER, DES OBJECTIFS À DÉFINIR

En prenant un peu de hauteur pour une vision d'ensemble, quels objectifs pourrait-on fixer à cette contribution ? Roland Barthes⁴ rappelait que la stérilité menace

2. En dépassant les fonctions habituellement avancées (reflet/guide de l'opinion) fonctions d'ailleurs moins antagonistes que dialectiques.

3. J.-J. Becker, 1914. *Comment les Français...*, op. cit.

4. Cité par Régine Robin et repris par Antoine Prost.

1. Parmi les exceptions, le fonds d'archives débusqué et exploité par D. Peschanski, dans *L'ichy 1940-1944...*, op. cit.

tout travail qui ne cesse de proclamer sa volonté de méthode et il est aisé de remarquer à quel point sa mise en garde s'adapte aux considérations sur l'opinion. Il faut les faire déboucher sur des prolongements concrets, regrouper et organiser les jalons déjà posés, proposer quelques repères clairs pour commencer à situer, dans le champ indéterminé de l'opinion, le territoire spécifique de l'historien. Auparavant, deux précisions doivent être apportées sur le sens des orientations de recherche proposées. Elles n'impliquent tout d'abord nul rejet de l'approche traditionnelle appuyée sur le repérage, la description des composantes de l'opinion et l'analyse des courants qui s'y manifestent ; elle reste un passage obligé pour apprécier l'état et le rapport des forces dans un contexte précis. En second lieu, elles ne témoignent non plus d'aucune indifférence à l'égard des matériaux issus des enquêtes par sondages dont l'intérêt est considérable. Elles procèdent simplement d'un constat : si, depuis un demi-siècle, les informations se multiplient sur les perceptions successives de l'opinion, la plus grande part des interrogations propres à l'historien demeure.

On pourrait les regrouper, en simplifiant, autour de trois grandes directions de travail : déceler et observer le mouvement comparé de l'opinion, s'astreindre en permanence à des mises en perspective et en relation ; faire émerger, puis tenter d'élucider les mécanismes de construction et de développement des divers phénomènes d'opinion dans le temps et la mémoire du temps ; analyser le rôle, la symbolique et les multiples fonctions socio-idéologiques de l'opinion, poser les problèmes de décryptage et d'interprétation des systèmes de représentations.

L'évolution de l'opinion et ses interférences

Sans revenir sur les justifications théoriques antérieurement exposées, il suffira de rappeler, avec René Rémond, que pour l'historien « la tendance importe plus que le

moment »¹. Les oscillations du mouvement de l'opinion, directement observées ou exploitées à travers diverses mises en perspective combinatoires fournissent quantité d'informations. Leur intérêt reste fondamentalement tributaire du contexte étudié mais tout ce qui porte la marque du temps appelle l'attention de l'historien. Parmi les pistes à exploiter, quelques indications primordiales peuvent être retenues :

- Etablir une périodisation des attitudes dominantes pour retrouver l'épaisseur du temps écrasée par la mémoire avec, presque toujours, l'obligation de reconstituer une chronologie minutieuse. J.-J. Becker a ainsi mené une étude exemplaire sur le passage d'un état d'esprit de résignation à celui de la résolution, entre le court moment qui sépare la mobilisation des premiers départs, en août 1914.

- Déceler les seuils de rupture, repérer les périodes ou les articulations décisives dans les mutations déterminantes. Quand, par exemple, s'opère la transition d'un système d'opinions particulières vers un système dominant, quand se développe un phénomène de type consensuel, quand semblent émerger les signes d'une prise de conscience ou enfin, quand s'effectue le transfert, avec son engrenage de conséquences, du symbolique au réel. On mesure ainsi l'importance des premiers mois de la Libération pendant lesquels l'opinion, dans le Midi de la France, construit les fondements ambigus de sa mémoire des années 1940. Le grand silence observé sur le problème juif ou le discours équivoque à travers lequel il est discrètement évoqué, le rôle d'exutoire ou les fonctions socio-idéologiques attribuées à l'Épuration à l'exclusion de toute réflexion collective sur les racines et les responsabilités de la collaboration, soit, comme l'écrit J.-P. Rioux, de tout « examen critique des fondements économiques, sociaux et politiques qui avaient fait proliférer la trahison » ou encore

¹. « Le mystère des choix collectifs », *Le Monde*, 9 février 1985.

les vertus thérapeutiques secrétées par l'alternative rassurante de la stratégie gaulliste de réconciliation dans l'ordre, l'unité et l'honneur retrouvé, s'intègrent naturellement dans la logique tranquillisante de l'oubli sélectif et de la déculpabilisation qui s'installe à partir de la fin de l'été 1944¹. Si l'on s'attache seulement à l'étude des représentations matricielles de la mémoire de la Résistance, on découvre que l'idée commune qui va prévaloir – avec toutes ses confusions, ses simplifications et ses sous-entendus – semble beaucoup moins dépendre des trois ou quatre années de son histoire réelle que d'un imaginaire élaboré dans les quelques semaines qui séparent le mois d'août de la fin de l'automne 1944.

– Rechercher et essayer de mesurer la place véritable des événements dans les perceptions de l'opinion, dresser la hiérarchie mouvante de ses préoccupations face aux sollicitations extérieures, re-situer les trépidations de surface dans la durée des tendances longues, mettre en évidence les permanences et les variables instables, analyser leur système de relation. Relever et commenter les distorsions éventuelles entre l'ordre d'importance des représentations et celui des faits, établi a posteriori par la rationalité de l'historien.

Le processus de formation et les modes de fonctionnement

Les phénomènes d'opinion échappent fréquemment à une compréhension immédiate mais ne sont pas pour cela inintelligibles. Par l'élucidation de leurs mécanismes de formation et de fonctionnement, rarement apparents, l'historien accède à d'autres logiques d'explication.

1. Cf. J.-P. Rioux, *La France de la IV^e République, L'ardeur et la nécessité, 1944-1952*, Paris, Le Seuil, 1980 (coll. « Nouvelle histoire de la France contemporaine »); Muriel Pichon, « Le problème juif et l'opinion à la Libération dans la région de Toulouse », colloque *Lendemain de la Libération dans le Midi de la France*, Montpellier, Université Paul-Valéry, 1986; P. Iaborie, « Opinion et représentations, La Libération et l'image de la Résistance », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale et des conflits contemporains*, 131, 1983.

Comment l'opinion publique se construit-elle lors de sa phase primaire de développement, sous l'influence de quels facteurs, selon quelles interactions? Les pratiques de conditionnement de l'opinion sont évidemment constantes mais varient considérablement dans leur ampleur et leurs objectifs. Elles ne sont certes pas à négliger mais constituent à elles seules, surtout dans les cas de propagande systématisée, un domaine d'étude spécifique qui ne sera pas envisagé. Si l'historien décèle assez facilement leur trace, l'analyse des procédés employés reste tributaire des sources mises à sa disposition.

L'étude des conditions plus incertaines dans lesquelles se prépare l'émergence d'une sensibilité dominante nécessite une démarche appropriée à chaque situation. Toute élaboration d'une grille d'analyse-modèle devient de ce fait inopérante, mais il est néanmoins possible de retenir quelques enseignements d'intérêt général.

On rappellera pour mémoire une donnée fondamentale : dans le processus de formation des attitudes collectives – et, par extension, dans la détermination des comportements – la perception du réel pèse plus que la réalité des faits reconstituée par l'historien à partir d'éléments objectifs : « Ce n'est pas en fonction de leur condition véritable, mais de l'image qu'ils s'en font et qui n'en livre jamais le reflet fidèle, que les hommes règlent leur conduite »². La construction d'un phénomène d'opinion renvoie à un système d'interférences complexes où la multiplication des effets dialectiques agit comme une sorte d'engrenage différentiel. Pour essayer de démêler ces réseaux, on peut plus spécialement s'attacher au repérage des images prépondérantes, au jeu de leurs composantes changeantes, aux pressions de l'idéologie et du discours dominants, au rôle primordial de la médiation du groupe social, plus encore peut-être à celui des effets

2. Georges Duby, « Histoire sociale et idéologies des sociétés », dans *Faire de l'Histoire. Nouveaux problèmes*, *op. cit.*

de miroir¹, aux effets d'anticipation précédemment décrits mais aussi aux représentations mémorisées du passé qui fournissent une grande part de sa substance à l'imaginaire social².

Pour ce qui est du fonctionnement de l'opinion commune, il apparaît d'abord indispensable d'évaluer, sans les sous-estimer, les retombées de divers effets mécaniques liés à l'existence même du phénomène. L'importance de certains d'entre eux a occasionnellement été soulignée et ils sont assez bien connus : tendance à la simplification des énoncés, à la recherche des paradigmes élémentaires, à la dichotomie, à la pratique de l'amalgame réducteur et à sa récupération abusive dans le raisonnement par récurrence, appel à la causalité diabolique, sélectivité des références, capacité d'oubli, lourdeur des inerties, dynamique d'accumulation...

Ceci établi, l'historien sait que les relations entre l'événement et les réactions de l'opinion ne sont pas nécessairement de l'ordre de l'explication logique. L'élucidation des mécanismes de production de l'opinion repose en priorité sur la mise en relief des logiques souterraines qui les commandent et organisent la cohérence interne des systèmes de représentations. La connaissance du contexte reste le moyen le plus efficace pour discerner ces cheminements en partie dissimulés. Mais quelques repères peuvent aider l'historien à conduire ses investigations. La première grille d'analyse met la plupart du temps en évidence :

– Des effets liés à l'antériorité de mémoire de l'opinion. Il faut entendre aussi bien la force de résistance des images formées dans le court terme récent, et déjà ancrées, que

l'influence des héritages plus lointains. Leur présence est constante mais les situations de crise semblent réactiver leurs pesanteurs (peur, besoin archaïque de sécurité, nostalgie d'une sociabilité mythique, puissance des attitudes de légitimité ou résurgence de manifestations ancestrales de rejet...). Confrontée au désarroi ou à l'urgence des choix, l'opinion cherche à se replier – pour se rassurer – sur des valeurs-refuge emblématiques. De la même façon, alors qu'elle se nourrit de ses propres contradictions, elle paraît mal supporter ce qu'elle ressent comme de l'incohérence et manifeste un besoin identique de repères solides, ou du moins jugés comme tels.

– Des effets liés à une forte propension à l'affectivité, à une sensibilité excessive face à l'émotion, à la violence, sans que, toutefois, l'ampleur de réactions spectaculaires entraîne automatiquement des conséquences de même portée dans les mutations de l'opinion.

– Des effets liés à la socialisation du phénomène, puisque l'opinion reste indissociable du milieu dans lequel elle se développe. C'est replonger dans l'immense domaine du conditionnement social et culturel où l'on retrouve les jeux de miroir, ceux des couples-repoussoir, l'adaptation à la perception mouvante de l'intérêt bien compris, la puissance du sentiment d'autoconservation, le rôle sous-jacent des diverses fonctions d'identité (dépendance, rassemblement, intégration, reconnaissance, témoignage, légitimation, déculpabilisation) et de bien d'autres encore³.

Les problèmes d'interprétation

Déceler et analyser les fonctions sociales et idéologiques de l'opinion pour mieux découvrir les normes de son activité, c'est se retrouver déjà dans les incertitudes de l'interprétation. Si, comme partout, le passage par le comment donne la bonne direc-

1. Non seulement l'idée que l'on se fait des autres et de leurs réactions possibles mais aussi l'image supposée de soi que l'on croit pouvoir déceler chez l'autre. Cf. les relations entre les représentants du GPRF et les résistants de l'intérieur dans les premières semaines de la Libération à Toulouse.

2. Modes de fonctionnement que l'on peut rapprocher de ceux de la pensée mythique, de sa « dialectique des contraires », de l'ordonnance de sa « syntaxe ». Allusions aux travaux de Claude Lévi-Strauss et à l'essai de Raoul Girardet, *Mythes et mythologie politique*, Paris, Le Seuil, 1986 (coll. « L'univers historique »).

3. L'étude signalée sur les maquis et la population propose une grille d'analyse. Des éléments intéressants dans la première partie du livre de Bronislaw Baczko, *Les imaginaires sociaux*, Paris, Payot, 1984.

tion pour parvenir aux explications du pourquoi, l'exercice, ici, n'en reste pas moins aléatoire. De nouveaux problèmes y attendent l'historien.

En premier lieu, ceux qui limitent sa capacité à apprécier la dimension et la portée véritable d'un mouvement d'opinion, sa signification réelle, son apport dans la compréhension des faits. Ainsi, sur ces derniers aspects, impossible d'avancer une réponse ou une simple hypothèse sans analyser les médiations à travers lesquelles l'opinion élabore sa propre information et organise sa lecture des événements. Analyse qui renvoie elle-même à d'autres questions, et autant de difficultés, sur la mesure du « savoir » détenu par l'opinion, sur l'impact des techniques de persuasion ou de manipulation, sur les variantes de circulation du cycle production-autoconsommation-reproduction des images dans l'imaginaire collectif, ou encore sur le rôle du discours dans sa relation avec le fait comme dans la transformation de celui-ci en événement d'opinion : qui, du discours ou du fait, est le vrai déterminant ?

Au total, quand elle peut être entreprise, une approche exigeante, jamais achevée mais instructive. Par exemple, malgré les explications ou les justifications que certains veulent en tirer, ce n'est pas par la seule mise à plat de la stratégie du PCF entre 1938 et 1941 que l'on peut convenablement mesurer les fluctuations de son influence, éclairer et expliquer les modifications d'attitude à son égard¹. La perception du PCF dans l'opinion n'est pas celle de sa réalité politique et la même remarque vaut d'ailleurs pour l'idée que le parti a et voudrait que l'on ait de lui. Au cours de la période, cette représentation n'évolue pas rationnellement avec les inflexions et les revirements de la ligne mais apparaît au contraire, plusieurs fois, comme décalée et déphasée par rapport à elle. Cela pourrait tenir principalement à

quatre grands types de raisons parfois paradoxales :

Une information sélective et considérablement médiatisée. Les nécessités de la clandestinité perturbent, dès septembre 1939, un système de communication obligé de répondre à une dualité de fonctions. En raison de la multiplication des relais et des supports d'explication, le message, en bout de chaîne, n'est que rarement reçu dans sa forme première et son contexte initial.

Une représentation brouillée par une superposition d'images. Alors que la fragilité de l'image nationale du PCF et la suspicion qui l'entoure atténuent les effets négatifs du tournant stratégique à l'automne 1939², l'identification au parti de classe, restée solide, apparaît cohérente avec les actions dirigées contre Vichy. Elle limite les attitudes de rejet et prépare une reconquête de l'opinion autour de l'idée d'opposition, facilement perméable aux amalgames.

Une conjoncture de répression aux retombées objectivement favorables. L'attribution quasi systématique de l'étiquette de communiste à toute contestation et les mesures de représailles qui touchent longtemps ce milieu en priorité jouent dans le sens précédemment indiqué. Les conditions de répression incitent ainsi l'opinion à associer le PCF au camp du refus dont elle n'a, en 1941, qu'une perception approximative.

Une logique de fonctionnement propice à des simplifications de lecture. La tendance instinctive à un mode de pensée réducteur limite les capacités d'analyse de l'opinion face aux subtilités imposées par les impératifs contradictoires de la ligne du PCF jusqu'au printemps 1941. Le courant attentiste, fortement majoritaire, cherche à ce moment-là les repères d'une première clarification et s'en tient à des déductions simples : les

1. En précisant bien, en accord avec les observations de J.-J. Becker (*Communisme*, 5, 1984, p. 151-152), que cela ne diminue en rien la nécessité des études stratégiques. Bien au contraire.

2. Dans le contexte de la Drôle de guerre, on peut avoir quelques doutes sur le degré de stupeur réellement éprouvé par l'opinion face à l'existence de menées pacifistes, exception faite de la découverte d'actions défaitistes (peu nombreuses, semble-t-il). Cela étant, les positions du PCF ont participé, sans en porter l'unique responsabilité, à la détérioration du climat moral dans le pays.

adversaires de la politique de Vichy ne peuvent être, a fortiori, que les adversaires irréductibles des occupants. Les thèmes de la propagande officielle sur la « collusion communo-gaulliste » – cliché relevant plus de la hantise que de la réalité – renforcent cette logique¹.

L'étude des réseaux de savoir et des facteurs qui agissent sur la formation des représentations est le pivot de toute réflexion sur le sens et la portée des manifestations d'opinion mais elle n'en est qu'un des moyens. Ainsi, les tentatives d'interprétation de l'implicite et de ses codes d'expression soulèvent à leur tour toute une série de problèmes. Interrogations sur la signification à donner au silence, à l'inertie, au non-dit, soit, plus largement, à toutes les formes obscures de la complicité, de la solidarité mais aussi à celles de l'indifférence, de la résistance passive ou du refus. Interrogations encore sur le rapport d'influence entre la permanence des structures mythiques, la puissance du symbolisme, l'omniprésence des signes, la part du rêve face aux expressions du matériel et au souci de réalisme, sans oublier, au nom de l'intérêt bien compris, les sirènes de l'opportunisme².

Pour finir, la question toujours posée du fonctionnement idéologique de l'opinion publique, de la marge de dépendance des représentations et du type de réalité dont elles sont révélatrices, de l'influence relative de la pression sociale dans la liberté de décision. L'efficacité du modèle dominant peut faire de l'opinion le simple support de normes collectives qui se renforcent et donnent, par le sentiment d'une solidarité partagée, une légitimation à un certain ordre social : « La fréquence statistique se trans-

forme aisément en normalité sociale »³. La remarque ramène à la large problématique des rapports « imaginaires » entre les hommes et leurs conditions d'existence en société. C'est à elle que Maurice Godelier se réfère dans les travaux qu'il a consacrés à l'analyse des mécanismes de production des représentations communes à l'ensemble du corps social, celles, dit-il, « qui expliquent qui doit faire quoi, quand, comment et pourquoi »⁴.

Pour une histoire ultra contemporaine du politique encore en mal d'identité et trop souvent associée aux seuls clichés du conjoncturel, de l'événementiel et de la brièveté, l'enjeu de l'opinion pourrait être d'abord celui d'une légitimité à consolider. En ouvrant d'autres perspectives dans le champ des attitudes mentales, l'élucidation des mécanismes de l'opinion lui apporte l'épaisseur du temps, la complexité, l'hétérogénéité dont Fernand Braudel disait qu'elles « sont la marque de la vie elle-même »⁵. Par son sujet et l'ambition de ses objectifs – au-delà de l'inventaire descriptif et du commentaire des sondages –, l'histoire de l'opinion est une histoire-problème qui trouve ses vraies ressources dans sa propre difficulté à exister.

Plus sans doute que l'opinion publique dont la notion, au sens strict de la psychologie sociale, recouvre une réalité difficile à maîtriser en toutes circonstances par l'historien, les représentations sociales⁶ qui créent et gouvernent cette même opinion – il y a été fait référence en permanence – semblent un terrain plus accessible à son observation. Circonscrites dans leur objet,

1. Sur ces problèmes, voir la contribution de l'auteur, « Images et crises d'identité du PCF », dans J.-P. Azéma, A. Prost, J.-P. Rioux (sous la direction de), *Le Parti communiste français des années sombres, 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986 (coll. « L'univers historique »).

2. L'évolution des attitudes collectives sous Vichy et l'Occupation (étudiée dans une région du Sud-Ouest) offre à l'historien, sur la plupart de ces points, un thème inépuisable de méditation... P. Laborie, *Résistants, Vichyssois et autres*, Paris, Editions du CNRS, 1980.

3. L. Roussel, « Psychologie sociale et démographie », art. cité.

4. M. Godelier, *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 1984. Dans une optique différente, Raymond Boudon, *L'idéologie*, Paris, Fayard, 1986.

5. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle. Les structures du quotidien*, Paris, A. Colin, 1979.

6. Notion qui renvoie au travail pionnier de Serge Moscovici dont la thèse de psychologie, *Etude de la représentation sociale de la psychanalyse* (Paris, PUF, 1960) constitue un apport théorique fondamental. L'ouvrage d'Arthur Marwick, *Class. Image and reality in Britain, France and the USA since 1930* (Glasgow, Collins, 1981), offrait, en arrière-plan du contenu, une large typologie des représentations.

limitées dans le temps et éventuellement dans l'espace, réconciliant dans les faits l'interaction entre unité et diversité de l'opinion, elles constituent des séquences symptomatiques de l'imaginaire collectif. Elles sont le lieu où les perceptions instables de l'im-médiat viennent converger et interférer à la fois avec les héritages de mémoire des longues durées et avec les fantasmes de projections divinatoires. Lieu du croisement des temps, mais aussi du croisement des logiques de pensée avec leur poids d'irrationalité, elles sont encore un lieu de rencontre pour des approches théoriques et méthodologiques différentes. C'est par le biais des représentations que l'historien peut accéder le plus efficacement à l'analyse du fonctionnement de l'opinion et à ses prolongements.

Enfin, avec du recul, l'histoire de l'opinion suggère des réflexions plus vastes. Réflexion sur la notion d'événement, sur sa matérialité et sa pluralité de significations : si l'on observe couramment qu'un événement peut fonctionner comme un mythe, les réactions de l'opinion montrent que l'inverse est également vrai. Réflexion par là même sur le statut historique du fait qui, pour reprendre Louis Chevalier, « importe, mais non moins la conscience que les contemporains en ont et les conclusions qu'ils en tirent »¹. D'autres questions surgissent aussi sur le degré d'autonomie des représentations ou sur leur mise en rapport hiérarchique², sur la juste place à leur attribuer entre le pa-

ramètre accessoire dans l'explication et un rôle décisif dans la production de l'histoire. Reconsidérer le champ de l'opinion publique en proposant d'autres perspectives, c'est inciter son histoire à s'affirmer. Par l'appréciation globale des phénomènes qui caractérise sa démarche, elle devrait contribuer, à partir de ces lieux-témoins particulièrement révélateurs que sont les représentations mentales, à discerner un peu mieux quelques-unes des articulations primordiales qui relie confusément le culturel aux perceptions de l'économique, du social et du politique. L'historien de l'opinion se trouve ainsi, à sa place, directement sollicité par ce même enjeu qui amenait Georges Duby à souligner la nécessité de s'interroger sur « ce qui, en l'état des sciences de l'homme, demeure encore tout à fait obscur : la part de l'imaginaire dans l'évolution des sociétés »³. Un enjeu qui semble n'avoir jamais été aussi actuel.

□

3. G. Duby, « Histoire sociale et idéologies des sociétés », *Faire de l'Histoire*, *op. cit.*

1. I. Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Hachette, 1984 (coll. « Pluriel »).

2. Cf. Michel Vovelle, *Idéologies et mentalités*, Paris, Maspero, 1982 (coll. « Fondations »).

Maître de conférences à l'Université de Toulouse-le-Mirail, Pierre Laborie est un spécialiste de l'opinion publique, en particulier pendant la seconde guerre mondiale (voir Résistants, vichyssois et autres, paru en 1980 aux Editions du CNRS, et devenu un classique du genre). Correspondant du Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, puis de l'Institut d'histoire du temps présent, il a collaboré à des ouvrages collectifs et a publié plusieurs articles sur l'étude des images et des systèmes de représentations de l'imaginaire politique.